

Entrevue avec Jean-François Lisée

Barre à gauche et virage au vert

Le Québec doit revenir à l'équilibre budgétaire, estime Jean-François Lisée. Mais il doit éviter de le faire trop vite, surtout qu'une rechute de l'économie est toujours possible en 2010.

par David Patry-Cloutier

L'auteur du livre *Pour une gauche efficace* et codirecteur d'*Imaginer l'après-crise* est décrit en ces termes par Gérald Larose : « Une puissante machine à idées! Qui décoiffe et rafraîchit. La droite en mange toute une. La gauche aussi. »

Jean-François Lisée fait partie de ceux qui considèrent la crise financière et économique comme une opportunité. Et pas dans le même sens que Stephen Harper, qui y voyait, lors de la dernière campagne électorale, l'occasion d'acheter des actions à bon marché...

« La sortie de crise est le plus précieux des moments historiques, écrit Lisée dans *Imaginer*. La force d'inertie est momentanément affaiblie, la capacité de changement momentanément décuplée. Les décisions prises pendant cette période auront des conséquences durables pour l'époque qui s'ouvre. »

Pour lui, le moment est venu pour les États de donner un coup de barre pour mieux cerner le ca-

pitalisme et le mettre au service de l'humanité plutôt qu'à celui des financiers de Wall Street. Surtout, de prendre le virage vert qui s'impose, sans quoi on se dirige droit vers la catastrophe écologique. D'autant plus que la course à la croissance effrénée ne peut plus se poursuivre alors que des millions de nouveaux consommateurs font leur apparition dans les pays émergents.

En route vers l'économie sociale et solidaire

« Le capitalisme a été une extraordinaire machine à stimuler l'innovation et à créer de la richesse, même si ce n'est pas une bonne machine pour la distribuer, dit-il. Cette machine-là, dans sa logique interne, conduit à une augmentation incessante de production et de consommation. Maintenant qu'on arrive à la limite de ce que la planète peut donner, ce n'est plus le bon système pour la situation actuelle. Mais c'est très difficile d'en sortir, surtout qu'on voudrait le faire au moment où la Chine, l'Inde, le



Photo: Michel Groux

Vietnam, le Brésil, la Russie viennent d'y entrer », estime Lisée.

La solution? « Il existe un mode alternatif qui permettrait de cesser au moins la course à la production et à la consommation. Ce mode-là, c'est l'économie sociale et solidaire, répond-il. Dans son code génétique, la coopérative n'a pas besoin de croître pour survivre. »

Le Québec compte son lot d'entreprises sociales et solidaires. Le Mouvement Desjardins est le plus grand employeur québécois et les fonds syndicaux comme Fondation occupent une place de premier plan. « Il y a une base de savoir-faire entrepreneurial qui n'est pas capitaliste par nature, affirme Lisée. Pour en faire un joueur important, on dispose d'un levier que sont les contrats gouvernementaux. Le gouvernement donne 10 milliards en contrats par an. Ce serait une bonne chose que dans plusieurs secteurs d'activité, par exemple la construction, il y ait des entrepri-

ses sociales et solidaires qui soient assez fortes pour concurrencer les autres entreprises », indique-t-il. Quitte à ce que l'État finance même la création de tels compétiteurs.

Un État « efficace »

Lorsqu'il est question de finances publiques, Lisée n'embarque pas dans le débat, un brin démagogique, sur la grosseur de l'État québécois. « L'État n'a pas à être petit ou gros. L'État doit être efficace. La seule réponse à *Est-ce qu'il est assez gros ou assez petit?*, c'est : *Est-ce qu'il fait bien son travail?* Et en ce moment, l'État québécois fait assez bien son travail. »

Le problème, dit-il, c'est qu'il n'y a pas assez de revenus pour continuer à faire ce travail aussi bien, voire mieux. La droite a une réponse toute prête. Augmentation de tarifs tous azimuts, pour tout le monde : droits de scolarité,

tarifs d'électricité, TVQ. « Mais si on fait ça, on va réduire le pouvoir d'achat des ménages, l'économie québécoise va donc en souffrir », avertit Lisée.

« Il ne faut pas se dépêcher à se tirer dans le pied, dit-il. Il faut un plan de retour à l'équilibre budgétaire, mais il faut que le plan soit crédible et qu'on commence à l'appliquer seulement lorsqu'on sera sorti de la crise. »

Selon lui, la situation financière du Québec ne s'avère pas aussi catastrophique qu'on l'entend souvent dans les médias. « Si on pouvait prétendre, il y a deux ans, que l'endettement du Québec était plus grave que celui de ses voisins, on ne peut plus le dire maintenant, explique-t-il. L'Ontario et les États-Unis s'endettent beaucoup plus rapidement que nous. Arrêtons de dire aux Québécois qu'ils sont des cancre, alors qu'ils sont un peu au-dessus de la moyenne! » lance Jean-François Lisée.

Cela ne veut pas dire qu'on ne doit rien faire. Pour revenir à l'équilibre budgétaire et ralentir la frénétique course à la consommation, Lisée propose une série de mesures. La plus ambitieuse consiste à imposer la consommation, plutôt que le revenu. La méthode est simple : on calcule tous les revenus d'une personne, on en déduit la consommation de base et son épargne. Le reste correspond à ce que vous avez dépensé dans l'année et est imposé. « Ça ne vous empêche pas de consommer, mais ça vous dit que moins vous consommez, mieux c'est pour vous. Plus vous épargnez, mieux c'est pour vous. Et on peut rendre



cette taxation très progressive. Il n'y aura aucun impact négatif pour l'économie de taxer à 100 % le troisième million que vous dépensez en consommation. »

Faire payer les riches

Lisée croit possible d'ajuster les tarifs en protégeant les gagne-petit et en faisant payer les plus riches. « Il y a toutes sortes de façons de réaménager la manière dont on fait la tarification pour qu'il y ait plus de revenus pour l'État, tout en préservant le pouvoir d'achat de la majorité des ménages, insiste-t-il. Mais monsieur Péladeau et monsieur Desmarais, eux, sont capables d'en prendre. »

Lisée est donc pour l'augmentation de la TVQ, mais pourvu que les petits ménages québécois soient dédommagés en conséquence, en majorant les crédits de taxe et en augmentant la prime au travail. Même chose pour les tarifs d'électricité. Oui à une augmentation, mais à condition d'en faire une opération blanche pour chaque citoyen. Les revenus supplémentaires pour l'État ne proviendraient donc pas directement de la hausse des tarifs, mais indirectement, par les économies d'énergie et l'accroissement des exportations.

Il prône l'introduction d'une surtaxe verte pour les véhicules émissifs et est d'accord pour

l'instauration de péages sur nos routes, dans la mesure où l'on fait payer moins cher les petites voitures et plus les grosses cylindrées. « Les Québécois sont prêts à ces gestes-là, estime-t-il.

« Il y a des façons de faire », insiste-t-il encore.

Le courage des politiciens

Sur son blogue, Lisée s'est permis d'écrire au ministre des Finances, Raymond Bachand, pour lui souffler quelques pistes de solutions en vue de son prochain budget. « Je m'en suis donné la peine parce que c'est un ancien du Fonds de solidarité. Je me suis dit : lui, il veut faire des changements. C'est clair. Il veut laisser sa marque, c'est son premier budget. En plus, il est au début de son mandat. C'est le temps de faire des réformes parfois pénibles, difficiles à expliquer, car on aura le temps d'en voir les impacts. »

« Je m'attends à un budget audacieux, indique-t-il. Il peut être audacieux et dommageable s'il reprend intégralement les idées de droite : on augmente les tarifs pour tout le monde. Ou audacieux et pragmatique, s'il est imaginatif et préserve le pouvoir d'achat des ménages. »

La suite des choses ne dépend que de la qualité de nos gouvernants. « Le budget sera le vrai test de l'intégration du discours écologique du gouvernement et sa pratique. Mais je suis un optimiste. J'aime mieux être déçu qu'être cynique », conclut Jean-François Lisée.